

Élection présidentielle au Malawi : début d'un scrutin historique

BBC Afrique, 23 juin 2020 Un an après la victoire électorale contestée du président Peter Mutharika, annulée il y a près de cinq mois, les bureaux de vote s'ouvrent ce matin au Malawi. M. Mutharika, qui souhaite un second mandat, est opposé à Lazarus Chakwera, qui dirige une coalition d'opposition.

Des preuves de falsification des votes, notamment du liquide de correction sur les feuilles de décompte, ont conduit les juges à annuler sa victoire de mai 2019 et à ordonner une nouvelle élection. Le système judiciaire du pays a été largement salué pour sa réaction énergique. Le Malawi est devenu la deuxième nation africaine à annuler une élection présidentielle pour cause d'irrégularités, après le Kenya en 2017. Le pays a été amèrement divisé à l'approche de nouvelles élections de mardi, rapporte Emmanuel Igunga de la BBC. Des manifestations antigouvernementales et des violences généralisées ont menacé de plonger le Malawi dans une crise encore plus profonde. Celui qui remportera les élections devra apaiser ces profondes divisions et s'attaquer à des problèmes électoraux clés tels que la corruption, la pauvreté et le chômage. Pourquoi y a-t-il un nouveau vote ? La Cour constitutionnelle du Malawi a ordonné la tenue d'un nouveau scrutin en mai 2019, après que les juges ont constaté de nombreuses irrégularités par rapport au bulletin de vote initial. Le président Mutharika a été déclaré vaincu de justesse, avec moins de 159 000 voix et 38,6 % des suffrages. M. Chakwera est arrivé deuxième avec 35,4 % des voix. M. Chakwera et le candidat qui est arrivé troisième ont estimé que l'élection n'avait pas été équitable. Ils ont notamment soutenu que les formulaires de décompte des votes avaient été mal additionnés et falsifiés à l'aide d'un liquide correcteur - connu au Malawi sous la marque Tipp-Ex. L'incertitude entourant le résultat a déclenché des mois de tension et de protestations, qui se sont transformés en affrontements entre les partisans de l'opposition et la police dans tout le pays. La décision d'annuler l'élection prise en février en a amené certains à se réjouir, mais M. Mutharika l'a décriée comme une "grave subversion de la justice" qui marque la mort de la démocratie du pays. Le mois dernier, l'ancienne présidente de la commission électorale du Malawi, Jane Ansah, a démissionné après des mois de pressions exercées par des manifestants qui critiquaient sa gestion du scrutin. Le nouveau vote intervient à un moment où la tension entre le gouvernement et les tribunaux du pays ne cesse de croître. Des inquiétudes ont également été exprimées quant à la logistique et à la sécurité de la tenue d'une élection au milieu de la pandémie mondiale de coronavirus. Qui sont les candidats ? Le président et son parti démocrate progressiste (DPP) ont conclu une alliance avec un autre parti, le Front démocratique uni (UDF). "Si vous me donnez un autre mandat de cinq ans, ce pays se développera comme l'Afrique du Sud ou Singapour, Londres, l'Amérique ou le Canada", a déclaré le président Mutharika lors d'un rassemblement de campagne dans la capitale, Lilongwe, la semaine dernière. M. Mutharika, un ancien professeur de droit qui a enseigné aux États-Unis avant de devenir ministre, a été élu pour la première fois à la tête du Malawi en 2014. Deux ans plus tard, son frère, Bingu wa Mutharika, était décédé alors qu'il était président. Il doit faire face à la concurrence de Lazarus Chakwera, un ancien ecclésiastique qui dirige le parti d'opposition, le Malawi Congress Party (MCP). Fils d'agriculteur, M. Chakwera est né à Lilongwe. Diplômé en philosophie et en théologie, il s'est engagé à augmenter le salaire minimum national, entre autres changements. Lazarus Chakwera dirige une coalition d'opposition de neuf partis, l'Alliance Tonse, et a le soutien de l'ancien président Joyce Banda ainsi que du vice-président du pays, Saulos Chilima, en tant que colistier. M. Chilima - qui a terminé troisième lors du vote de 2019 - était autrefois un allié du président Mutharika, mais s'est depuis brouillé avec lui. Le vice-président a essayé de rassurer le public en déclarant que le résultat ne serait pas une répétition des controverses des dernières fois.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});